

Impôt sur le revenu

● (1632)

Comme je le signalais lorsque j'ai parlé durant le débat sur le discours du trône, nous faisons face à une très dure concurrence des États-Unis, notamment des États du Sud. Je crois savoir que notre voisin immédiat, l'État de New York se trouve également dans une situation grave. Si je puis m'exprimer ainsi, les industries du Sud y font des raids et offrent des indemnités fort attrayantes. Nous devons admettre certains de ces faits en l'absence de preuves. Nous sommes également conscients du fait que ces industries n'offrent pas les avantages sociaux accordés au Canada; les avantages payés grâce aux cotisations des employeurs et des employés à l'assurance-chômage, aux accidents du travail et ainsi de suite.

J'espère qu'on pourra accomplir quelque chose pour maintenir ces emplois très importants et aider à remédier au déséquilibre provoqué par l'accord sur l'automobile. Si je ne m'abuse, nous accusons un déficit de 1 milliard de dollars à cet égard et les média d'information nous apprenaient dernièrement que si la tendance se maintient, ce déficit pourrait bien passer à 2 milliards de dollars.

Je me demande si le ministre des Finances et le gouvernement, en fait, savent qu'à la fin de cette année, les Canadiens auront connu quatre années d'inflation à un taux de plus de 7 p. 100. Même si les ministres des Finances sont connus pour leur ignorances des affaires économiques, ils devraient pourtant savoir que les Canadiens ont souffert sans raison ces dix dernières années. Trois années de suite le chômage a été supérieur à 7 p. 100; pendant quatre années, la croissance économique a été inférieure à notre potentiel de 5 p. 100; nous avons connu trois années de déficits commerciaux supérieurs à 4 milliards de dollars et cinq années de déficits budgétaires sans cesse plus considérables à l'échelon fédéral.

Le ministre des Finances a déclaré que les Canadiens devraient peut-être réduire leur train de vie. Ce n'est pourtant pas à cause d'un manque d'initiative ou d'ardeur au travail. Et voilà qu'ils se font dire maintenant qu'ils devront se serrer la ceinture. C'est un avertissement du ciel. Par incompétence, le gouvernement libéral n'a pas su donner aux Canadiens le niveau de vie qu'ils souhaitaient. Le ministre prédit un taux d'inflation de 6 p. 100 pour l'an prochain. Je soutiens que si le taux d'inflation ne dépasse pas 6 p. 100 en 1978, ce sera un miracle. En effet, c'est probablement ce que les libéraux souhaitent, car si l'on s'en tient à leurs réalisations passées, ils ne pourront assurément pas atteindre ce taux par leurs propres efforts. Je suis persuadé que le taux d'inflation dépassera 8 p. 100 cette année. Je ne dis pas cela parce que je suis pessimiste par nature, mais plutôt parce que le gouvernement me force à l'être. Le gouvernement a aussi forcé les Canadiens à être pessimistes. En 1976, le taux d'inflation était de 6.2 p. 100; il dépasse maintenant 8 p. 100. En permettant la montée de l'inflation et de tout le reste, sauf des salaires et des espérances, le gouvernement a fait preuve d'une incompétence inouïe.

Quant aux réductions d'impôt sur le revenu personnel pour les contribuables à faibles et moyens revenus, les avantages n'en sont pas énormes. Ils reviennent à \$1.92 par semaine. C'est bien peu de réconfort pour les Canadiens qui ont à faire face à des prix qui montent en flèche ou pour ceux qui risquent de joindre les rangs des chômeurs. Le gouvernement a étouffé

[M. Darling.]

l'économie. Le terme «déficit» semble être un fourre-tout pour l'action des libéraux au cours de la dernière décennie. Si l'on devait résumer d'un seul mot les neuf ou dix dernières années, c'est ce mot qui conviendrait. Nous connaissons un déficit fédéral, un déficit commercial, un tourisme déficitaire, et nous avons été les témoins désolés de la hausse graduelle du déficit actuel de notre compte courant. Le gouvernement libéral prêche l'austérité à qui mieux mieux, mais il est avare de solutions.

Je dirai en terminant que l'état des affaires du pays me désole. L'économie, je le répète, est un fiasco intolérable. Les répercussions de l'économie sur l'unité nationale sont indéniables. Elle a exacerbé les sentiments séparatistes, et je tiens à ce que le gouvernement sache bien que, comme la plupart des Canadiens, je le tiens responsable de la situation précaire dans laquelle il a mis notre grand pays.

Le gouvernement ne peut plus prétendre que les deux questions, l'économie et l'unité nationale, sont séparées et distinctes. Il n'en est rien. Par son incurie dans un domaine et son manque de jugement dans l'autre, le gouvernement a fusionné ces deux questions en une seule et expose le pays au danger de se disloquer, danger qu'il n'a jamais connu auparavant.

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, le 11 avril dernier, quelques jours seulement après que l'ancien ministre des Finances, M. Macdonald, eut prononcé un discours sur le budget présenté le 30 mars dernier, on pouvait lire dans un document intitulé *On Target*, et je cite:

Le budget fédéral de M. Macdonald mettra littéralement au carcan l'économie canadienne pendant l'année qui vient: aucun dégrèvement fiscal important, pas de coupure notable des dépenses gouvernementales ni de réduction sensible des projets de construction d'édifices publics (on observe en fait une augmentation) enfin, aucun effort réaliste en vue de contrer l'augmentation constante de la dette publique et des intérêts et de régler le fameux «problème du chômage». En résumé, le pays patauge dans le marasme économique le plus terrible avec d'une part l'augmentation du chômage et d'autre part une inflation démoralisante. Quant au gouvernement tout porte à croire qu'il n'a absolument pas l'intention de changer de cap et que les amis du pouvoir vont continuer à jouir de bien des faveurs pendant encore un an.

● (1642)

Le 21 mars 1977, Richard S. Malone, éditeur du *Globe and Mail*, déclarait ceci, et je cite:

Le Canada est actuellement aux prises avec la dette extérieure la plus élevée du monde occidental.

Les salaires moyens dans le secteur industriel sont actuellement les plus élevés au monde, et nos exportations diminuent.

Nous détenons le record mondial pour ce qui est des heures perdues par mille employés en raison des conflits de travail et des grèves: nous perdons 5 fois plus de journées-hommes par mille employés que la Grande-Bretagne.

Au Canada, les salaires moyens se sont accrus de 14 p. 100 l'an dernier, presque deux fois plus qu'aux États-Unis.

Au Canada, le prix de la main-d'œuvre par unité de production a, depuis 1972, augmenté de plus de 50 p. 100 par rapport à seulement 20 p. 100 aux États-Unis, ce qui n'a pas manqué de se refléter sur notre productivité.

Notre déficit commercial dans le secteur manufacturier était de 10 milliards de dollars l'an dernier.

L'augmentation de la masse monétaire, une des principales causes de l'inflation, s'est établie le mois dernier à un taux annuel de 22.8 p. 100.

Monsieur le président, on conviendra qu'il s'agit d'une administration qui nous amène à nous poser de sérieuses questions pour les années futures.